



**Fédération Syndicale Unitaire**  
**Section départementale du Jura**  
76 rue Saint Désiré  
39 000 Lons-le-Saunier  
Tel : 03 84 47 12 64 - Courriel : fsu39@fsu.fr

## **Comité technique spécial départemental - Jeudi 4 septembre 2014**

### **Déclaration préalable**

La rentrée a été marquée par la crise politique gouvernementale et la nomination d'une nouvelle ministre de l'éducation. Cela changera-t-il la situation des écoles et établissements ? Certainement pas, car le gouvernement Valls2 montre la volonté de verrouiller le débat sur les alternatives à l'austérité. Les attaques contre les salarié-e-s, la remise en cause des services publics, le gel du point d'indice des fonctionnaires ... vont continuer comme en témoignent les récentes déclarations des ministres Macron, l'entreprises-lover, et Rebsamen, le chômeurs-hunter. Si nous ne faisons pas confiance à la ministre de l'éducation nationale pour améliorer la situation des élèves et des enseignants, nous ne pouvons que condamner les propos racistes et sexistes émis à son encontre.

La promesse de 54 000 créations de postes sur la législature, inscrite dans la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République ne sera pas tenue. En tenant compte des départs à la retraite dans la même durée, il faudrait réaliser plus de 150 000 recrutements de nouveaux enseignants, PE et PLC.

En deux ans et trois concours, 58 150 postes ont été offerts, dont 25 600 pour le premier degré. Il en manquerait donc près de 92 000 sur les trois prochains budgets. Soit un recrutement de plus de 30 000 nouveaux enseignants par an. C'est plus que ce qui a été proposé cette année. Mais en plus, le nouveau constat que l'on est tenu de faire, c'est que tous les postes ne sont pas pourvus, loin de là. Dans le second degré, 21,5% des postes n'ont pas été attribués soit 3640 postes offerts non pourvus. Dans le premier degré, 1187 postes n'ont pas été pourvus à l'issue des épreuves d'admission. Même si une partie est compensée par la liste complémentaire, on perdra de toute façon au minimum 747 recrutements.

Rappelons que le gouvernement n'a rien fait pour endiguer la crise de recrutements : pas de mesures de pré-recrutement, conditions de formation, baisse du salaire d'entrée dans le métier, gel du point d'indice, taux d'encadrement ...

Nous sommes ici pour étudier les situations d'écoles à fort effectif en cette rentrée. Vous nous annonciez un déficit d'enseignants dans notre département en avril, vous dites en août qu'il y aurait une quarantaine de collègues en surnombre. Cela montre la difficulté, à un autre niveau, de faire des prévisions d'effectifs, ce que vous reprochez régulièrement aux directeurs-trices.

En juin, nous avons dit notre inquiétude face à l'éventualité de faire appel à des vacataires pour assurer les remplacements. Notre inquiétude reste entière, d'autant qu'un décret permet de faire appel aux assistants d'éducation pour assurer les remplacements dans les écoles, ou plutôt assurer l'accueil des élèves.

Sur la question des rythmes, 60% des Français se disent opposés à la nouvelle organisation de l'école (sondage CSA pour RTL), ce chiffre est en augmentation. Cela vient confirmer nos inquiétudes et l'opposition à ce dispositif que nous avons été la seule organisation à porter. Nous vous demandons de mettre en place un bilan rapide du passage à 4,5 jours pour les élèves et les enseignants. Si des dysfonctionnements étaient constatés, nous vous demandons solennellement de suspendre le dispositif mettant les élèves et les enseignants en difficulté.

Dans le second degré, la situation continue à se dégrader et nous sommes contraints d'effectuer le même constat de rentrée en rentrée. Elèves et personnels paient les pots cassés. Les lycéens sont accueillis dans des conditions identiquement inacceptables par rapport à 2013 (35 par classes). Avec plus d'une dizaine de classes supprimées, les collégiens sont toujours aussi nombreux dans des classes surchargées. Les TZR paient le prix de la réduction des moyens et se trouvent affectés sur des postes provisoires sur trois, quatre établissements ...

En cette rentrée, nous continuerons à porter la nécessité d'agir en profondeur pour assurer la réussite de tous nos élèves que ce soit à travers les effectifs dans les classes, la formation ... Mais aussi en agissant avec tous-tes les salarié-e-s pour une autre politique, car nous savons que dans une école très inégalitaire, la question sociale n'est pas sans conséquence pour nos élèves.